

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 octobre 2025

Si j'ai actualisé le blog ce matin, c'est que je vais mieux. Sans garantie pour la suite.

Un complément à la causerie du 3 octobre mis en ligne hier au format pdf.

Faites tomber les masques. Les illusions sont souvent cruelles. Non, pas plus Poutine que Xi ne sera le sauveur du peuple palestinien.

Le président russe Vladimir Poutine s'est exprimé lors de la séance plénière du club Valdai - RT 2 octobre 2025

La question palestinienne

Vladimir Poutine a qualifié la situation dans la bande de Gaza d'événement tragique de l'histoire contemporaine de l'humanité. Il a affirmé que la Russie était prête à soutenir la proposition de Donald Trump sur ce dossier. Le président russe a rappelé que le règlement définitif du conflit israélo-palestinien ne pouvait passer que par la mise en place du principe de deux États, l'un israélien et l'autre palestinien. Il a jugé préférable de confier le contrôle de Gaza au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Poutine a estimé que l'initiative de Trump, prévoyant la libération de tous les otages à Gaza en échange de la libération de prisonniers palestiniens, méritait d'être appuyée.

... l'Algérie non plus.

L'ambassadeur algérien au Liban limogé pour des propos sur Trump - RT 3 octobre 2025

L'ambassadeur d'Algérie à Beyrouth, Kamel Bouchama, a été relevé de ses fonctions le 1er octobre, à la suite de déclarations controversées contre Donald Trump, captées lors d'une conférence culturelle à Beyrouth la semaine précédente, selon TSA Algérie et d'autres médias.

Lors de l'événement « *Liban et Algérie : histoire rayonnante et présent lumineux* », le diplomate algérien a qualifié l'ancien président américain de « cowboy » et de « simple d'esprit », suggérant qu'il méritait un « asile de fous ».

... en revanche...

• [Le président Gustavo Petro ordonne le départ de la délégation diplomatique d'Israël et la fin du traité de libre-échange](#)

J-C - On pourrait peut-être le caractériser de progressiste de gauche, il mérite notre soutien sur cette question-là.

Que se passe-t-il en Indonésie ?

Manifestations en Indonésie : George Soros accusé d'orchestrer une nouvelle révolution de couleur - RT 3 sept. 2025

Depuis fin août 2025, des dizaines de milliers d'Indonésiens sont descendus dans les rues pour protester contre les privilèges jugés indécents des membres du Parlement, notamment une prime mensuelle de logement de 50 millions de roupies. Mais ce qui a commencé comme une contestation populaire contre l'injustice sociale a rapidement dégénéré : affrontements, bâtiments incendiés, pillages et morts.

Mais selon plusieurs sources, dont le média norvégien Steigan, la situation ne serait pas uniquement due à la colère populaire. L'ancien chef des services de renseignement indonésien, le général A.M. Hendropriyono, a affirmé que des forces étrangères manipulent la crise : « *Des forces extérieures déplacent leurs agents à l'intérieur du pays* », aurait-il déclaré.

La trace de Soros et des ONG occidentales

Parmi les entités mentionnées : George Soros et son fonds « *Open Society Foundations* », qui a injecté 80 millions de dollars en 2023 pour « *soutenir la démocratie* » en Indonésie. Sont aussi cités l'USAID, ainsi que le National Endowment for Democracy (NED), tous accusés d'être les véritables architectes des soulèvements actuels.

Les manifestations ont été en grande partie coordonnées par le syndicat étudiant BEM SI et la confédération syndicale KSPSI, tous deux proches du Parti du Travail. Leurs leaders ont des liens documentés avec des ONG et institutions occidentales. Ces acteurs ont déjà été impliqués dans d'autres grandes manifestations en 2022 et 2023.

Des ONG locales comme LBH Jakarta, Remotivi et Project Multatuli sont aussi pointées du doigt. Ces structures recevraient des financements de fondations étrangères comme MacArthur, Internews ou encore Open Society. Project Multatuli a d'ailleurs reconnu avoir été financé par George Soros. L'ONG Remotivi, elle, collabore avec des entités promouvant des agendas sociétaux étrangers, notamment en lien avec les mouvements LGBT+.

Le média Mashable Indonesia rapporte également les soupçons d'ingérence exprimés par les analystes internationaux. Angelo Giuliano, souligne que l'apparition du symbole du drapeau pirate de la série « *One Piece* » dans les manifestations est caractéristique d'une stratégie de « *branding* » typique des révolutions de couleur.

L'analyste Jeff J. Brown, fondateur de la Seek Truth From Facts Foundation, va plus loin : selon lui, l'objectif de l'Occident est de renverser un gouvernement qui ne sert pas ses intérêts. Il rappelle que l'Indonésie est le premier pays d'Asie du Sud-Est à avoir rejoint les BRICS, tout en renforçant ses liens avec la Chine et la Russie — ce qui dérange fortement les États-Unis et leurs alliés du G7.

L'USAID est considéré par de nombreux analystes comme l'un des principaux instruments américains dans la mise en place de « *révolutions colorées* » à travers le monde. L'implication du même réseau d'ONG, déjà actif en Europe de l'Est, en Asie centrale et au Moyen-Orient ne serait donc pas, en Indonésie, une coïncidence.

La situation reste explosive. Plusieurs analystes locaux craignent une tentative de déstabilisation profonde du pays sous prétexte de défendre la démocratie et les droits humains. Selon le président Prabowo Subianto, ces campagnes de financement étranger n'ont qu'un seul but : « *Diviser la nation et imposer un agenda venu de l'extérieur* », a-t-il déclaré.

Quand ils lâchent le morceau : "L'expérience des pays des « printemps arabes » a débouché sur l'arrivée au pouvoir de régimes encore plus autoritaires."

J-C - Il leur faut à tout prix saper dans la tête de la jeunesse et des travailleurs, l'idée ou la conviction émergente que leur sort dépendrait de l'issue de la lutte des classes, et qu'ils doivent y participer. D'où leur tentative de prévenir tout soulèvement révolutionnaire ou de les tuer dans l'œuf, en les organisant eux-mêmes, en les orientant de telle sorte qu'ils pourrissent en recourant au terrorisme ou au vandalisme, avant qu'ils ne prennent de l'ampleur et deviennent incontrôlables en adoptant une toute autre orientation politique, cette fois indépendante ou conforme aux besoins de la jeunesse et des travailleurs, leur cauchemar, le pire scénario.

Algérie: les appels à manifester de la Gen Z 213 restent pour l'instant sans effet - RFI. 4 octobre 2025

Le collectif, qui avait appelé à descendre dans la rue après la prière du vendredi ce 3 octobre, n'a pas réussi à mobiliser les jeunes Algériens. Un important dispositif policier avait toutefois été déployé dans la capitale.

En Algérie, les rues de la capitale et des grandes villes du pays sont restées calmes, ce vendredi 3 octobre : personne n'est sorti manifester après la prière malgré les appels lancés depuis le début de la semaine par un collectif baptisé Gen Z 213.

Alors qu'un important dispositif policier était déployé depuis la veille, notamment à Alger, les partisans du pouvoir ont eux exhorté les « *jeunes consciencieux* » à ne pas donner suite à une initiative dont les initiateurs sont inconnus.

Ces appels émis par la Gen Z 213 à descendre dans la rue « *ne s'inscrivent pas dans le cadre de revendications purement sociales* », estime pour sa part l'agence de presse officielle, selon qui ils ont été exagérés par les médias marocains. « *Ils participent plutôt d'une stratégie politique visant à exporter les crises du Maroc [...] et à tenter de saper la cohésion du front intérieur algérien* », poursuit celle-ci.

Selon la Banque mondiale toutefois, 30% des jeunes Algériens sont au chômage. Quant aux réformes promises par le pouvoir, elles sont très lentes et ne répondent pas aux besoins urgents du pays, notamment en matière de santé, d'emploi et d'éducation.

Si cette situation économique et sociale - conjuguée aux contraintes qui pèsent sur les libertés - mécontente les Algériens, plusieurs observateurs font cependant le constat que l'opinion publique

tend plutôt à vouloir, malgré tout, préserver la sécurité et la stabilité du pays. L'une des explications pourrait être, en partie, l'expérience des pays des « *printemps arabes* » où les manifestations qui s'y sont déroulées ont non seulement conduit à leur déstabilisation mais ont en plus débouché sur l'arrivée au pouvoir de régimes encore plus autoritaires. RFI. 4 octobre 2025

J-C - Pour autant, l'extrême gauche en France continuera de soutenir ce genre d'initiative téléguidée par le clan de Davos-Bilderberg, tandis que l'extrême droite soutiendra "*l'arrivée au pouvoir de régimes encore plus autoritaires*" à la solde de ce même clan, c'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe une collusion ou des intérêts communs entre l'extrême gauche et l'extrême droite, ce sont les faits, désolé.

Il y en a parmi vous qui se demandaient pourquoi je n'avais pas rejoint un parti d'extrême gauche, vous avez en partie ici la réponse.

Palestine occupée.

Italie: des centaines de milliers de manifestants dans la rue pour Gaza - AFP 4 octobre 2025

Plus de 200 000 personnes ont manifesté à travers toute l'Italie.

Plus de 80.000 personnes ont manifesté à Milan, a indiqué la police à l'AFP. Une marée humaine a applaudi et brandi le drapeau palestinien en parcourant les rues, portant une immense banderole sur laquelle était inscrit : "*Libérez la Palestine, arrêtez la machine de guerre*".

Selon les organisateurs, 50.000 personnes ont défilé à Turin et 40.000 à Gênes, tandis que 10.000 manifestants ont bloqué le port de Naples.

"*La mobilisation est extraordinaire, il y a une grande participation, je crois que c'est la meilleure réponse aussi aux menaces indécentes du gouvernement de Giorgia Meloni et de Matteo Salvini contre le droit de grève*", a déclaré à l'AFPTV la cheffe de l'opposition de gauche Elly Schlein, présente dans le cortège romain.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a condamné jeudi depuis Copenhague l'appel à la grève générale lancé par les syndicats CGIL, USB et COBAS, ironisant sur le fait que la mobilisation tombe un vendredi et que "*les longs week-ends et la révolution ne font pas bon ménage*".

Le vice-Premier ministre Matteo Salvini a qualifié la grève d'"*illégale*" et a appelé à des sanctions plus sévères.

"*Ceux qui organisent des grèves illégales doivent payer pour les dommages causés*", a-t-il déclaré.

Le secrétaire général de la CGIL, Maurizio Landini, a défendu la grève comme étant "*totalelement légitime*" et s'est engagé à s'opposer à une décision officielle selon laquelle elle était illégale parce que les organisateurs n'avaient pas donné de préavis suffisant. AFP et Euronews 4 octobre 2025

J-C - Suite du marché de dupes.

Le Hamas promet de libérer les otages sous conditions, Trump demande à Israël d'arrêter de bombarder Gaza - Courrier International 4 octobre 2025

Un pas hésitant vers la paix a été fait vendredi 3 octobre par le Hamas, qui a accepté sous conditions le plan de la Maison-Blanche, quelques heures après que Donald Trump avait fixé à dimanche un ultimatum pour y répondre. Dans la foulée, celui-ci s'est réjoui sur Truth Social, voulant croire que le groupe armé est *"prêt pour une PAIX durable"*.

Quelles sont ces conditions posées par le Hamas ? Si, dans sa déclaration, le groupe armé palestinien a affirmé sa volonté de libérer les 48 otages restants - dont seulement vingt seraient encore en vie -, il a également exigé des engagements plus fermes de la part d'Israël sur son retrait militaire et une discussion sur son rôle dans un futur État palestinien unifié. *"Ce qui est peut-être le plus difficile à accepter pour Israël"*, commente le *Washington Post*.

Plus précisément, l'organisation islamiste souhaiterait *"remettre l'administration de la bande de Gaza à un organisme palestinien de technocrates indépendants sur la base d'un consensus national palestinien, avec le soutien arabe et islamique"*. Elle a ajouté qu'elle était prête à *"entamer immédiatement des négociations par l'intermédiaire de médiateurs pour discuter des détails"*.

Ambiguïtés non levées

Selon le *New York Times*, cette déclaration est *"ambiguë dans son langage"* et laisse de côté plusieurs questions importantes. Tout d'abord, est-ce que le Hamas s'imagine prendre part *"à ce corps de technocrates indépendant"* et ainsi garder un rôle dans la gestion du territoire, demande le quotidien.

Ensuite, en ce qui concerne la libération des otages, sont évoquées des *"conditions requises"*, mais le groupe armé ne précise pas ce qu'il entend par là. Pas plus qu'il n'aborde *"les éléments de la proposition américaine l'appelant à rendre les armes"*, ni *"l'offre d'amnistie pour ses membres s'engageant à coexister"* pacifiquement avec Israël.

Dans une interview accordée à la chaîne qatarie immédiatement après la publication de la déclaration, Mousa Abu Marzouk, un haut responsable du Hamas, a confirmé que même si le groupe avait accepté les points principaux du plan américain, il restait *"des détails à discuter"*.

"Le Hamas s'est montré positif en acceptant l'esprit du document et en saluant l'initiative du président Trump. Il montre ainsi qu'il est prêt à tendre la main", estime Ali Hashem, un journaliste d'Al-Jazeera. *"Cependant, ils ont des réserves, des points sur lesquels ils souhaitent obtenir des éclaircissements, et la balle est désormais dans le camp du président Trump."*

À la Maison-Blanche, justement, la joie ne s'est pas fait attendre. *"C'est un grand jour"*, s'est réjoui le président Trump dans une vidéo enregistrée dans le Bureau ovale. *"On verra bien comment tout cela va se passer. Il faut que le dernier mot soit gravé dans le marbre"*, a-t-il insisté.

Précédemment, dans une déclaration publiée sur Truth Social, il s'était tourné vers son allié Israël, lui enjoignant d'*"arrêter immédiatement de bombarder Gaza afin que nous puissions libérer les otages rapidement et en toute sécurité !"*. Cependant, le bureau du Premier israélien n'a pas répondu à cette demande, fait savoir CNN.

Dans un communiqué, Benyamin Nétanyahou a simplement affirmé, qu’*“à la suite de la réponse du Hamas, Israël se prépare pour la mise en œuvre immédiate de la première étape du plan Trump pour la libération de tous les otages”*. Il a ajouté qu’il continuerait à *“travailler en pleine coopération avec le président [Trump] et son équipe pour mettre fin à la guerre”*.

“Israël n’a pas l’intention de réagir à ce stade et étudiera si cette démarche vise à torpiller l’accord ou à reporter la date butoir fixée par Trump”, analyse le quotidien de gauche israélien Ha’Aretz, qui ajoute que, *“pendant ce temps-là, l’armée israélienne poursuit ses frappes à Gaza”*.

Plan Trump pour Gaza : le Hamas prêt à libérer tous les otages et à négocier les détails de l'accord - France 24 4 octobre 2025

Le Hamas s'est dit prêt à entamer immédiatement des négociations par le biais de la médiation pour discuter des détails de l'accord.

J-C - A ce stade il s'agit d'un accord conditionnel seulement, attendons de voir la suite. La confirmation :

- Le Hamas a ajouté être prêt à des négociations immédiates pour discuter des *"détails"* de la libération des otages, sous réserve *"que les conditions nécessaires à cet échange soient réunies sur le terrain"*.

Auprès de l'AFP, un responsable du Hamas, Mahmoud Mardawi, a estimé que le plan de Donald Trump est *"vague"*. *"La proposition américaine est ambiguë et (...) par conséquent, elle nécessite des négociations par l'intermédiaire des médiateurs."* franceinfo.fr 4 octobre 2025

J-C - Je ne voudrais pas être à la place des dirigeants du Hamas. On ne leur laisse pas vraiment le choix. La reddition est inévitable, et ils sont en bien mauvaise posture pour négocier quoi que ce soit, hélas ! Je pense qu'ils n'avaient pas envisagé que le pire scénario se réaliserait, les voilà donc confronter à une effroyable réalité, inextricable, à eux d'en sortir dignement, je crains qu'ils ne puissent rien espérer de plus malheureusement.

France. Plus ils touchent le fond, plus ils peuvent compter sur "l'opposition parlementaire"...

Après avoir lui aussi touché le fond en août avec seulement 15 % d'opinions favorables, le chef de l'État était remonté en septembre (18 %) mais il connaît une nouvelle secousse puisqu'il perd deux points. Les 16 % qu'il enregistre ce mois-ci forment son deuxième pire résultat depuis son arrivée à l'Élysée.

Avec seulement 17 % des personnes interrogées qui jugent positivement ce premier mois, Sébastien Lecornu part tout de même de plus bas que François Bayrou au début de l'année. Le HuffPost 4 octobre 2025

J-C - Lire la causerie d'hier. Il faut sauver les institutions de la Ve République...

Désinformation et mystification. Guerre psychologique. Propagande des ministères de la Guerre.

J-C - A force de trop en faire, ils vont vite finir par se ridiculiser et se décrédibiliser.

La Pologne accuse la Russie d'avoir fomenté un attentat avec des explosifs dissimulés dans des boîtes de conserve - Euronews 4 octobre 2025

Selon les médias polonais, les procureurs enquêtent sur un complot présumé de la Russie qui aurait consisté à piéger des boîtes de conserve étiquetées avec des explosifs. Un article publié jeudi par Gazeta Wyborcza cite des sources du parquet national polonais et de l'agence de sécurité intérieure (ABW) qui confirment cette information.

Un expert militaire a déclaré au journal polonais que les quantités d'explosifs qui auraient été utilisées auraient pu causer de graves dommages à une voiture et des blessures mortelles aux personnes se trouvant à proximité.

Le coordinateur des services spéciaux polonais, Tomasz Siemoniak, a déclaré que le GRU (L'agence de renseignement militaire russe) avait planifié des opérations de sabotage en Pologne, ainsi qu'en Lituanie et en Allemagne, en utilisant des explosifs cachés dans les boîtes de conserve.

Selon les enquêteurs, les agents du GRU auraient prévu d'attacher les boîtes de conserve à des drones en tant que charges explosives pour des attaques. Les enquêteurs n'ont pas précisé le motif de ces attaques. Euronews 4 octobre 2025

Après l'Allemagne, la Belgique enquête sur des drones non-identifiés repérés au-dessus d'une base militaire - BFMTV 3 octobre 2025

La Belgique survolée à son tour par des drones suspects. La base militaire belge d'Elsenborn, située à Butgenbach près de la frontière allemande, a repéré une quinzaine de drones non-identifiés ce vendredi 3 octobre.

Le ministre belge Theo Francken a déclaré ne pas connaître l'origine de ces drones mais a pointé du doigt la menace hybride russe.

"Nous devons investir dans des systèmes de détection et renforcer nos capacités de lutte anti-drones pour pouvoir éliminer ces appareils si besoin. Je travaille activement là-dessus mais cela prend du temps", a déclaré Theo Francken à VRT.

J-C - Depuis des semaines ils ne parviennent pas à identifier ces drones fantômes, disent-ils, alors qu'ils disposent de satellites capables de lire les numéros des plaques d'immatriculation des voitures, ils nous prennent pour des cons. C'est comme lorsqu'ils racontent qu'ils ne peuvent pas repérer à l'avance les embarcations des migrants.